

Contribution GPC2E : Obligés et obligations

Règles de délégation de l'obligation

Nous proposons de maintenir les règles actuelles de délégation totale ou de délégation partielle à 5TWh cumac minimum.

Création d'un statut d'éligible qualifié

En parallèle du statut de délégataire, nous proposons de créer une catégorie d'éligible au dispositif accessible via une certification à définir.

En Italie, où les ESCo's jouent un rôle essentiel dans le dispositif, la certification à la norme UNI CEI 11 352 est exigée. La norme UNI CEI 11 352 énonce les exigences minimales liées aux services d'efficacité énergétique proposés par les entreprises et à leurs capacités (organisationnelles, financières et économiques) à proposer ces services.

L'obtention d'une telle certification permettrait d'assurer une certaine qualité de prestation des organismes rendant service aux bénéficiaires via le dispositif des certificats d'économies d'énergie.

Faire évoluer la façon de fixer l'obligation, afin d'apporter plus de stabilité et visibilité

Depuis le début du dispositif, la définition du montant de l'obligation à la fin de chaque période a été source d'incertitudes et de retards. Il nous semble important de trouver une nouvelle méthode permettant notamment d'éviter les à-coups et de trouver plus de flexibilité et de capacité d'ajustement.

Nous proposons, pour la quatrième période, de **publier à la fin de chaque année (N)** les coefficients d'obligations appliqués aux ventes d'énergie qui seront réalisées **l'année N+3** (assurant ainsi 3 années de visibilité et plus de stabilité). Ceci est par ailleurs compatible avec le principe d'une réconciliation triennale des obligations tel que défini dans la Loi.

Les coefficients d'obligation « précarité énergétique » pourraient également être donnés de manière indépendante (pas un %) de ceux de l'obligation « classique ».

Cette nouvelle méthode aurait pour avantages de :

- Donner de la visibilité à l'ensemble des acteurs, aux bénéficiaires pour la sécurisation du financement de leurs opérations, aux obligés pour leurs contrats de vente ;
- Stabiliser le dispositif et la valeur d'un CEE en évitant les changements rapides et brutaux ;

- Faciliter le pilotage du dispositif en permettant d'ajuster annuellement l'obligation en fonction des rythmes d'obtention et des modifications de fiches, mais en laissant une marge de manœuvre aux obligés puisque l'obligation sera connue 3 ans avant son application.

Ainsi, en tenant compte d'une prolongation d'un an de la 3^e période, nous connaissons fin 2018 les obligations effectives de 2019, 2020 et 2021, ce qui correspondrait en fait à une prolongation de 2 années de la période en cours, et les acteurs auraient alors 2019 pour définir les modalités de fonctionnement des coefficients annuels.